

## "L'OSCE paralysée par le bras de fer russo-américain" dans Le Figaro (6 décembre 2005)

**Légende:** Paru dans le quotidien français Le Figaro le 6 décembre 2005, jour de la clôture à Ljubljana du 13ème Conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'article analyse la question principale sur laquelle les États-Unis et la Russie continuent de s'affronter trente ans après la signature de l'Acte final d'Helsinki et qui les empêche de se mettre d'accord sur le mandat de l'organisation: le respect de la démocratie et des droits de l'homme dans les anciennes républiques soviétiques.

**Source:** Le Figaro. 06.12.2005. Paris.

**Copyright:** (c) Le Figaro

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"l\\_osce\\_paralysee\\_par\\_le\\_bras\\_de\\_fer\\_russo\\_americain"\\_dans\\_le\\_figaro\\_6\\_decembre\\_2005-fr-d6069a64-3423-4d67-a1a9-bb41935b4b5e.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 19/09/2012

## L'OSCE paralysée par le bras de fer russo-américain

### DIPLOMATIE

#### Washington et Moscou s'opposent à propos des « révolutions de velours » à l'est de l'Europe.

Ljubljana (Slovénie)

LE « SOUFFLE indomptable de la démocratie », cher à George W. Bush, reste une pomme de discorde majeure entre la Russie et les pays occidentaux. Le conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui s'est ouvert hier à Ljubljana, la capitale Slovène, n'a fait que confirmer les divergences fondamentales existant à propos des « révolutions de velours » à l'est du continent.

Pour la troisième année consécutive, Russes d'un côté, Américains et Européens de l'autre, affichent des positions inconciliables sur le mandat de l'organisation paneuropéenne, qui célèbre son trentième anniversaire et s'est spécialisée dans les missions d'observation électorale dans les démocraties dites « en transition » d'Europe de l'Est, d'Asie centrale et du Caucase.

Si le ton n'est pas monté, comme ce fut le cas un an auparavant à Sofia, la teneur des débats dans la capitale Slovène n'incite guère à l'optimisme. L'ex-secrétaire d'Etat américain Colin Powell et le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'étaient affrontés dans la capitale bulgare, après la « vague orange » en Ukraine de novembre 2004 et la « révolution des roses » de novembre 2003 en Géorgie. Ces deux pays comptent désormais parmi les plus fervents alliés de Washington et ne font pas mystère de vouloir rejoindre l'Otan et l'Union européenne. Une émancipation inacceptable pour Moscou. « *Les Russes ne comprennent pas que l'OSCE envoie des observateurs électoraux uniquement à l'est de Vienne, et jamais à l'ouest* », commente un diplomate européen.

La querelle russo-américaine se cristallise autour des « engagements d'Istanbul » de 1999, selon lequel la Russie acceptait de retirer ses troupes de Moldavie et de Géorgie. Mais depuis, elle se refuse à entamer un tel processus.

#### Accord en vue sur le budget

Pour la troisième année consécutive, les 55 Etats membres de l'OSCE, qui fonctionne sur la règle du consensus, se trouvent dans l'incapacité de rédiger une « déclaration finale », qui tire le bilan de l'année écoulée et fixe les objectifs pour le mandat suivant. Les Etats-Unis et l'Union européenne exigent que soient mentionnés les « engagements d'Istanbul », ce que rejette la Russie. Objet du courroux russe, le Bureau international de la démocratie et des droits de l'homme (Bidh), dont les observateurs ont critiqué de nombreux scrutins irréguliers et dénoncé les violences cette année en Ouzbékistan ou au Kirghizstan. Son « *autonomie est telle qu'il échappe à tout contrôle* », estime Moscou. « *Les observateurs de l'OSCE disposent d'une vraie crédibilité et d'une expertise reconnue* », rétorque le ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy.

Furieux, le Kremlin a décidé l'an dernier de perturber le fonctionnement de l'OSCE, coupable à ses yeux de vouloir imposer à tous ses membres une « *conception occidentale de la démocratie* ». Il a gelé le budget, exigeant une « réforme de fond » et une révision à la baisse de sa contribution.

Ces deux points sont en passe d'être réglés. En 2006, l'OSCE s'efforcera de renforcer la transparence et l'efficacité de ses institutions, suivant une feuille de route entérinée à Ljubljana. Un accord devrait être trouvé sur son budget, la part de la Russie diminuant. A propos des questions géorgienne et moldave, l'impasse reste totale, illustrant les limites d'une organisation paralysée par l'interminable bras de fer russo-américain.

**MAURIN PICARD**